



## La France signera un accord militaire avec l'Inde, entraînant l'Europe vers la guerre en Asie

Par [Athiyana Silva](#)

Mondialisation.ca, 20 février 2018

[wsws.org](http://wsws.org) 19 février 2018

Région : [Asie](#), [L'Europe](#)

Thème: [Militarization and WMD](#)

Tandis que le président français Emmanuel Macron appelait à un retour au service militaire et à des frappes aériennes contre la Syrie la semaine dernière, il prônait aussi les préparatifs de guerre de l'Europe en Asie.

Sous Trump, Washington a intensifié ses efforts pour faire de l'Inde un contrepoids à la Chine dans l'océan Indien - le lien vital de Pékin pour le transit du pétrole du golfe Persique et la plaque tournante du commerce des produits manufacturiers entre l'Europe et l'Asie.

La France intensifie également ses relations militaires avec l'Inde et compte pour étendre son rôle dans l'océan Indien. Tandis que Paris collabore avec Berlin pour transformer l'Union européenne en une machine de guerre, la poussée stratégique de la France en Asie du Sud et dans l'océan Indien doit être considérée comme un avertissement de l'ampleur des appétits des puissances impérialistes européennes et l'étendue des guerres qu'elles préparent à l'insu de la population.

Macron devra se rendre en Inde le mois prochain. Sur place, il doit signer un accord de réciprocité accordant aux navires de la marine française l'accès aux ports indiens pour la réparation et le réapprovisionnement et aux navires indiens le droit d'utiliser systématiquement les bases militaires françaises dans l'océan Indien.

Bien que l'empire colonial français se soit effondré il y a des décennies, la France conserve un vaste réseau de bases militaires situées stratégiquement dans l'océan Indien. En effet, la France a récemment étendu ce réseau au golfe Persique, profitant des retombées du soutien que Paris a fourni à Washington dans diverses guerres menées au Moyen-Orient par les États-Unis.

La France a des bases à Djibouti dans la Corne de l'Afrique, à la Réunion près de Madagascar, aux Émirats arabes unis et à Mayotte au large du Mozambique. La France et l'Inde se préparent également à construire une base militaire aux Seychelles.

Cette dernière fera partie d'un réseau de bases de l'océan Indien que l'Inde est en train de développer en s'intégrant de plus en plus aux plans américains consistant à saisir les points d'étranglement de l'océan Indien et de la mer de Chine méridionale afin d'imposer un blocus sur la Chine.

Les navires indiens patrouillent désormais régulièrement dans le détroit de Malacca et l'armée indienne échange des renseignements militaires avec le Pentagone sur les

déplacements de navires et sous-marins chinois dans l'océan Indien.

Dans le cadre du Mémorandum d'Accord logistique (LEMOA) entre New Delhi et Washington signé en 2016 et activé l'été dernier, les navires et avions de guerre indiens et américains ont obtenu le droit d'accéder régulièrement aux bases militaires des uns et des autres. Les navires indiens, par exemple, peuvent maintenant jeter l'ancre à la base clé de l'océan Indien du Pentagone à Diego Garcia.

L'Inde a également mis en place des centres d'observation militaires aux Maldives, à Madagascar et à l'île Maurice. Plus tôt ce mois-ci, le premier ministre Narendra Modi a visité Oman et a obtenu le droit d'utiliser le port principal de ce pays dans la mer d'Arabie, Duqm, pour approvisionner les navires de la marine indienne.

L'Inde étend également sa présence navale dans l'océan Pacifique, y compris la mer de Chine méridionale. À cette fin, New Delhi a considérablement renforcé sa coopération militaro-sécuritaire avec Singapour, notamment son droit à y réapprovisionner ses navires.

L'océan Indien ressemble de plus en plus à une poudrière qui pourrait exploser à tout moment en guerre, où des puissances nucléaires concurrentes mettent en place des réseaux de bases rivaux pour se surveiller et se menacer les uns les autres.

L'Inde présente l'expansion de sa présence dans l'océan Indien comme étant défensive, compte tenu de sa dépendance du pétrole du Moyen-Orient et de l'importance de la voie navigable pour son commerce extérieur. Mais de telles affirmations sont manifestement mensongères.

Depuis le début du siècle actuel, l'Inde a considérablement agrandi sa puissance militaire, se lançant dans un programme intensif pour construire une marine navale et développer une triade nucléaire, c'est-à-dire la capacité de lancer des armes nucléaires terrestres, aériennes et sous-marines.

La bourgeoisie indienne voit dans ses capacités militaires croissantes un moyen essentiel de compenser, dans la lutte de grandes puissances pour les marchés, les ressources et les profits, pour sa faiblesse économique chronique et pour obtenir le soutien de l'impérialisme américain.

Le réseau en pleine expansion des bases de la marine navale permet à New Delhi, en collaboration avec Washington, de menacer de couper les importations de pétrole chinois du Moyen-Orient, de paralyser l'économie chinoise et de forcer Pékin à se soumettre.

La Chine, premier importateur mondial de pétrole, reçoit 60 % de son pétrole du Moyen-Orient et achemine 80 % de cette quantité à travers l'océan Indien, ainsi que d'autres matières premières du Moyen-Orient et d'Afrique.

Pékin a réagi aux efforts visant à l'encercler stratégiquement en faisant progresser son projet «One Belt-One Road» (OBOR, la nouvelle route de la soie) pour les routes commerciales terrestres et maritimes à travers l'Eurasie, financé par la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB).

Avec le Pakistan, son allié et rival de longue date de l'Inde, la Chine a [lancé](#) en 2015 le projet de corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) de 50 milliards de dollars. Il relie la Chine occidentale à Gwadar, un port pakistanais stratégiquement situé sur la mer d'Arabie et

l'océan Indien. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le CPEC permettra à la Chine d'acheminer le pétrole et le gaz du Moyen-Orient en Chine par voie terrestre par le Pakistan, diminuant ainsi la menace d'un blocus naval américano-indien dans l'océan Indien et réduisant de 16.000 km la distance que les produits chinois doivent effectuer pour atteindre le Moyen-Orient et l'Afrique.

La Chine a également conclu un accord de base militaire rivale à Djibouti et développe des ports en eau profonde dans l'océan Indien, notamment avec un bail de 99 ans sur le port de Hambantota dans le sud du Sri Lanka et le développement du port de Chittagong au Bangladesh. Elle a également réalisé d'importants investissements aux Maldives, y compris un projet de développement dont l'Inde prétendait être à «distance d'écoute» de ses bases militaires.

Les tensions entre grandes puissances ont éclaté au grand jour ce mois-ci, quand il a été révélé que l'Inde pourrait envahir les Maldives pour évincer le président Abdulla Yameen soutenu par la Chine. Pékin a répondu à des informations selon lesquelles l'armée indienne serait prête à toute éventualité aux Maldives, en exhortant toutes les puissances à respecter la souveraineté des États. Le journal officiel de l'État chinois, *Global Times*, est allé beaucoup plus loin, déclarant dans un éditorial: «La Chine n'interviendra pas dans les affaires intérieures des Maldives, mais cela ne veut pas dire que Pékin va rester inactif si l'Inde brise ce principe. Si l'Inde envoie unilatéralement des troupes aux Maldives, la Chine prendra des mesures pour arrêter New Delhi.»

De tels conflits soulignent les implications explosives de la décision de Macron d'autoriser l'accès aux bases françaises des forces indiennes et les affirmations de Paris selon lesquelles la France est une puissance de l'océan Indien. L'une ou l'autre des rivalités stratégiques ou des conflits frontaliers non résolus dans la région de l'océan Indien pourraient dégénérer en guerre mondiale entre puissances nucléaires, notamment l'Inde, le Pakistan, la Chine, les États-Unis et maintenant la France.

Cela souligne également l'importance de l'appel lancé par la section allemande du Comité international de la Quatrième Internationale, le *Sozialistische Gleichheitspartei* (Parti de l'égalité socialiste), pour la publication d'accords qui sont à la base du projet de gouvernement de coalition conservateur / social-démocrate à Berlin qui va collaborer avec Macron. Sur fond de préparatifs de guerre par les grandes puissances, les travailleurs ont le droit de savoir quels plans de guerre sont formulés pour promouvoir les intérêts stratégiques et commerciaux de l'impérialisme européen.

En novembre dernier, l'ambassadeur de France en Inde, Alexandre Ziegler, a déclaré: «Nous avons une coopération croissante dans l'océan Indien, où l'Inde et la France occupent des positions clés, et nous sommes en train de former un partenariat de défense et de sécurité dans l'Indo-Pacifique.»

Dans ce contexte, New Delhi a renforcé ces dernières années son armée de l'air et sa marine navale avec l'aide de la France. La France a vendu à l'Inde six sous-marins Scorpène et 36 avions de combat Rafale, capables de transporter et de lancer des armes nucléaires, pour un coût d'environ 8 milliards d'euros. La France mène également des exercices militaires avec l'Inde tels que les exercices Varuna (Marine), Garuda (Force aérienne) et Shakti (Armée).

Les deux pays ont formé un Haut Comité pour la coopération en matière de défense et de

hauts responsables de la défense des deux pays se rencontrent chaque année.

La France, 9e investisseur en Inde, investit des milliards de dollars dans des projets indiens d'armement, d'aérospatiale, d'énergie nucléaire, de transport ferroviaire, d'énergie renouvelable et de développement urbain. Environ 750 entreprises françaises et 39 des 40 plus grandes sociétés de la bourse française, les CAC-40, dont Areva, Eurocopter, Dassault, Thales, Alstom, Safrane, Renault et SolaireDirect, exploitent la main-d'œuvre bon marché disponible en Inde.

Athiyan Silva

Article paru en anglais, WSWs, le 19 février 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Athiyan Silva](http://AthiyanSilva.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

---

Articles Par : [Athiyan Silva](http://AthiyanSilva.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)